

**Journée de l'économie 2025**

Le 5 septembre 2025

Seul le discours prononcé fait foi

## L'union fait la force en période de turbulences

Christoph Mäder, Président, economiesuisse

Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux, Mesdames et Messieurs les Conseillers aux États,  
Madame la Secrétaire d'État,  
Mesdames et Messieurs les membres des gouvernements cantonaux,  
Excellences,  
chers représentantes et représentants de nos membres,  
Madame, Monsieur,

Je vous souhaite une cordiale bienvenue à la « Journée de l'économie ». Je suis ravi que cet événement ait lieu à Baden, dans le canton d'Argovie où je réside, et vous remercie d'être venus aussi nombreux. Permettez-moi de saluer tout spécialement les élèves de l'Alte Kantonsschule Aarau et Veronika Potynowicz, leur enseignante. Ayant eu l'occasion de présenter un exposé sur la place économique suisse au début de l'année dans ce gymnase, je suis heureux de pouvoir accueillir aujourd'hui les élèves de cet établissement parmi nous. Je suis ravi que vous soyez tous présents !

Mesdames et Messieurs, nous nous intéresserons aujourd'hui à l'interaction entre notre place financière et notre industrie. Cette interdépendance constitue un pilier essentiel de notre prospérité économique et revêt une importance cruciale, surtout dans la situation actuelle. En effet, ce n'est que si nous sommes unis et solidaires au sein de notre tissu économique que nous pourrons surmonter ces temps difficiles.

Nos entreprises, et tout particulièrement notre secteur exportateur, traversent actuellement de fortes turbulences et subissent de véritables chocs. Au printemps dernier, le président américain Donald Trump a annoncé des droits de douane de 31 % lors du prétendu « Liberation Day ». Mesdames et Messieurs, permettez-moi d'être clair : ce jour n'avait rien d'un « Liberation Day ». Il s'agissait, au contraire, d'une célébration du protectionnisme. Ce fut un coup violent porté au système du commerce libre et fondé sur des règles, une attaque frontale contre l'ordre mondial libéral. Nous avons connu une fenêtre d'espoir les semaines qui ont suivi. L'espoir d'une solution viable avec des droits de douane plus modérés. Un nouveau coup nous a été asséné le 1<sup>er</sup> août avec l'imposition brutale de droits de douane de 39 % sur nos exportations de marchandises. Ces droits de douane élevés constituent un fardeau considérable pour notre économie. De plus, ces revirements permanents sont synonymes d'incertitude persistante pour nos entreprises. Or l'incertitude est un poison. Vous ne le savez que trop bien, chers entrepreneuses et entrepreneurs. Malheureusement, cette incertitude persistera à moyen terme. L'incertitude, nous l'avons tous dououreusement constaté, est pour l'instant la seule constante.

Cependant, une chose est sûre : la place économique suisse est actuellement très désavantagée par rapport à ses concurrents. Nous devons compenser ce désavantage concurrentiel, et ce le plus rapidement possible. Car notre industrie d'exportation souffre. Des milliers d'emplois sont menacés. La situation est grave. Il est temps d'agir.

Notre place financière est elle aussi confrontée à des défis de taille. La pression réglementaire sur les établissements financiers, et tout particulièrement sur la grande banque suisse UBS, est forte. Nous devons veiller à ne pas nous infliger un désavantage concurrentiel supplémentaire, qui serait en plus entièrement de notre fait. Si des prescriptions réglementaires excessives sont imposées à notre place financière, cela ne nuira pas seulement à cette dernière, mais à l'ensemble de l'économie. En effet, les conditions de crédit pourraient se détériorer et devenir plus coûteuses. La situation est donc également grave pour la place financière. Il est temps de prendre des mesures appropriées.

Mesdames et Messieurs, tout cela montre que la place économique suisse est mise au défi. La nécessité d'agir est manifeste. Ce que nous, entrepreneurs et entrepreneuses, pouvons et devons faire est évident : nous devons nous serrer les coudes et nous mettre au travail. Nous devons chercher des voies nouvelles et innovantes et tirer le meilleur parti des circonstances, jour après jour, afin de préserver les emplois en Suisse. Je suis en contact avec de nombreuses entreprises tournées à l'exportation et je suis une fois de plus impressionné par la rapidité avec laquelle elles composent avec la situation et cherchent des solutions. C'est là toute la force de notre économie : une résilience fondée sur notre remarquable capacité d'adaptation. Mais cela ne suffira pas. Le monde politique, qui définit les conditions-cadre, doit également agir.

C'est pourquoi nous avons lancé un « appel à agir » avant la pause estivale et présenté un plan de mesures concret pour soulager la place économique suisse aussi bien dans l'immédiat qu'à long terme. Aujourd'hui, je ne vais pas aborder les mesures individuelles, mais me contenterai de soulever trois questions de portée générale. Trois questions qui sont pour moi décisives lorsque nous réfléchissons et parlons de l'avenir de la place économique suisse.

La première question essentielle à laquelle nous devons répondre est la suivante : Voulons-nous, à l'avenir également, une industrie financière suisse orientée à l'international et active au niveau mondial ? La réponse de l'économie suisse ne peut être que la suivante : oui, absolument ! Car il est clair qu'une place financière forte est le reflet d'une économie solide. Dans notre pays, des milliers de PME comptent sur l'expertise et les solutions de financement de la place financière suisse pour leurs activités d'exportation et pour leur présence internationale. Cette expertise ne tombe pas du ciel. Notre place financière l'a acquise grâce à sa forte présence internationale et à son réseau mondial. Si nous n'avons plus de grande banque suisse, ce savoir-faire crucial s'érodera de plus en plus. L'UBS est peut-être pour la Suisse ce que le Real Madrid et le FC Barcelone sont pour l'Espagne : ces clubs attirent les meilleurs talents internationaux et portent haut les couleurs de leur pays dans le monde entier. Il en va de même pour UBS. Une grande banque suisse forte est un vivier de talents pour la Suisse.

Un autre aspect s'y ajoute : la place financière internationale et l'industrie d'exportation entretiennent depuis toujours une relation symbiotique. La Suisse a cette force – j'oserai même dire ce privilège – d'être la patrie de nombreuses grandes entreprises qui occupent une position de premier plan dans le monde. Un coup d'œil sur notre histoire économique montre que ces entreprises se sont développées en même temps que la place financière. Au XIX<sup>e</sup> siècle déjà, une place financière encore essentiellement locale finançait et soutenait une industrie naissante, elle aussi ancrée localement, qui a bâti nos infrastructures et notre réseau ferroviaire. Mais très rapidement, le marché intérieur suisse est devenu exigu pour bon nombre de ces firmes. Elles se sont développées et se sont mises à exporter de plus en plus de biens et de services, tout en diversifiant leurs chaînes de valeur à l'échelle mondiale. L'industrie et la place financière se sont internationalisées de concert, étape par étape. Aujourd'hui, notre économie se caractérise par un secteur financier orienté à l'international avec, d'une part, des banques et des assurances de

premier plan et, d'autre part, une industrie active au niveau mondial. Nous voulons et devons préserver et développer ces atouts.

Si nous voulons que notre place financière suisse conserve sa vocation internationale, l'heure est à l'action. Nous devons dès maintenant jeter les bases d'une politique d'implantation attractive et d'une réglementation bancaire équilibrée. Autrement dit, si nous affaiblissons la place financière suisse, c'est toute l'économie suisse que nous affaiblissons. Or ce n'est pas ce que nous voulons. Le mot d'ordre doit être : renforcer la stabilité et garantir la compétitivité. Le Conseil fédéral fait à cet égard une série de propositions qui répondent en tous points à cette exigence. Il s'agit par exemple d'améliorations dans le domaine de la gouvernance d'entreprise visant à renforcer la responsabilité des membres de la direction et des cadres. Ou encore du renforcement envisagé de la dotation en liquidités des banques. Mais le projet du Conseil fédéral contient aussi des propositions qui doivent être examinées d'un œil critique. Je parle de l'augmentation significative prévue des fonds propres pour les filiales. Il existe un risque considérable qu'une augmentation aussi importante des exigences de fonds propres mette en péril le modèle d'affaires d'UBS en tant que banque de rang mondial dotée d'une base domestique solide, et qu'il faille rapatrier d'importants fonds de l'étranger. Les crédits et les hypothèques deviendraient plus coûteux et entraîneraient une charge supplémentaire pour les entreprises. Il faut absolument faire preuve d'une saine mesure en la matière. Le Conseil fédéral et le Parlement sont appelés à réexaminer cette proposition d'un œil critique. Nous devons trouver ensemble des moyens de renforcer la place financière suisse. Je l'ai déjà mentionné : nous devons éviter tout désavantage concurrentiel supplémentaire dont nous serions nous-mêmes responsables. Il n'est pas encore trop tard pour corriger le tir.

Mesdames et Messieurs, j'en viens à une deuxième question de portée générale à laquelle il convient de répondre lorsque nous parlons de l'avenir de notre place économique suisse : Quelle est notre position sur l'ouverture de la Suisse ? Voulons-nous rester un pays ouvert ? Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à une offensive concertée des tenants du protectionnisme et des isolationnistes, qui nous assaillent tant de l'extérieur que de l'intérieur. C'est une attaque contre les marchés ouverts et le libre-échange. De nombreux pays cloisonnent de plus en plus leur économie. Les droits de douane sont relevés, les obstacles au commerce sont renforcés. Les États-Unis sont les premiers à le faire, comme nous le constatons très douloureusement depuis quelques mois. Mais les forces politiques de droite et de gauche prêchent également l'isolationnisme à l'intérieur du pays. À grands coups de hallebarde, certains annoncent la soumission de la Suisse si nous poursuivons la voie bilatérale qui a pourtant fait ses preuves. En parallèle, certaines initiatives cherchent à torpiller la voie bilatérale avec l'UE. À mes yeux, une telle attitude est irresponsable. La gauche politique ne fait pas mieux et s'insurge par principe contre tout traité de libre-échange, même lorsqu'un tel accord comporte des améliorations substantielles en matière de durabilité.

L'économie doit s'opposer fermement à cet isolationnisme et continuer à s'engager pour un commerce ouvert et fondé sur des règles. Des relations commerciales ordonnées sont possibles. Ces derniers mois, notre ministre de l'Économie, le conseiller fédéral Guy Parmelin, a pu faire état de plusieurs succès. Je pense ici à l'accord de libre-échange avec le Mercosur ou à celui avec l'Inde. Nous lui en sommes reconnaissants. Ces nouveaux accords de libre-échange contribuent à diversifier davantage le commerce international de la Suisse.

Des relations stables et fiables avec l'Union européenne, le principal partenaire commercial de la Suisse, sont tout aussi importantes. Tant les accords de libre-échange que les Bilatérales revêtent une grande importance pour notre économie d'exportation suisse. Je peux comprendre le scepticisme à l'égard de certains aspects du nouveau paquet des Bilatérales III. Ce que j'appelle de mes vœux, c'est une discussion objective sur ce paquet. Il est clair que les nouveaux accords apportent des avantages et ont un coût, dont nous devrions pouvoir discuter ouvertement. Un aspect est particulièrement important pour moi : nous devons replacer les Bilatérales III dans un contexte plus large. La Suisse fait partie de l'Europe sur le plan historique, économique, social et de la politique de sécurité. La situation géopolitique actuelle nous le montre plus que jamais. Nos alliés les plus proches se trouvent en Europe. C'est précisément pour cette raison qu'il est essentiel d'entretenir des relations stables et solides avec l'UE, également dans une

perspective de politique de sécurité. Mesdames et Messieurs, ceux qui croient encore que nous pouvons défendre seuls et de manière isolée les frontières de notre pays sont très éloignés de la réalité. En matière d'architecture de sécurité et de défense, la Suisse doit impérativement s'intégrer dans le dispositif de défense européen. Car l'Europe et la Suisse ne peuvent se défendre qu'ensemble, par une coordination partenariale. Dans cette perspective également, il est absolument imprudent de dénigrer continuellement l'UE et nos voisins européens. Nous ne devons pas et nous ne voulons pas adhérer à l'UE. Mais nous devons collaborer intelligemment avec l'UE dans un esprit de partenariat. Cette collaboration s'impose tant dans le domaine des échanges économiques que dans celui de la sécurité.

J'en viens, enfin, à la dernière et troisième question, qui me préoccupe beaucoup : Comment réussir enfin le tour de force de renforcer efficacement notre place économique suisse et d'alléger les charges des entreprises ? Je l'ai déjà mentionné : en mai de cette année, nous avons demandé, par le biais d'un « appel à agir », un ensemble de mesures visant à renforcer la place économique. Une action commune est désormais impérative. Le Conseil fédéral a saisi la balle au bond en août et examine actuellement des mesures concrètes, ce dont je me réjouis. J'ai récemment eu l'occasion de donner mon avis à l'ensemble du Conseil fédéral sur cette thématique complexe. J'ai tout d'abord proposé que les conseillers fédéraux mandatent leurs départements afin d'identifier et de recenser l'ensemble des ordonnances susceptibles d'être simplifiées au bénéfice des entreprises. Une telle démarche permettrait de réduire rapidement et de manière significative leurs charges. Ensuite, j'ai recommandé de réexaminer de façon critique les projets de loi actuellement en préparation qui entraîneraient des contraintes supplémentaires pour l'économie et, dans la mesure du possible, de les interrompre. Je parle ici d'un moratoire sur la réglementation. Cela permettrait d'éviter à moyen terme des charges réglementaires supplémentaires. Le Conseil fédéral et le Parlement sont tous deux appelés à agir. Enfin, j'ai suggéré de mettre en place un groupe d'experts qui réfléchisse au-delà de la politique quotidienne et élabore des propositions de réformes structurelles et réglementaires afin de renforcer la place économique suisse sur le long terme. Nous devons par exemple nous demander comment renforcer efficacement notre capacité d'innovation. Je vais être honnête avec vous : lorsqu'il est question d'innovation, nous avons aujourd'hui une image fausse ou du moins déformée en tête. Nous pensons souvent que nous, les Suisses, sommes les champions de l'innovation. Cependant, nous ne le sommes de loin pas partout. Certes, nous excellons dans le développement de nouveaux produits et de nouvelles idées. Nous sommes de solides développeurs. Cela vaut aussi bien pour nos entreprises que pour nos écoles polytechniques fédérales. Mais les innovations doivent ensuite être appliquées et mises en œuvre sur les marchés pertinents. Là, la Suisse est nettement moins bien positionnée. Pour que les nouvelles idées ne soient pas seulement développées en Suisse, mais également mises en œuvre et déployées avec succès, il faut un accès optimal au marché et un haut niveau de productivité. Nous devons, dans ce contexte, poser les jalons adéquats en matière de politique économique et sociale, tout en renforçant l'esprit d'innovation et d'entreprise. Cela implique de se demander de manière critique où les obstacles réglementaires peuvent être levés, comment supprimer les incitations inopportunies sur le marché du travail afin que l'engagement, et notamment l'effort supplémentaire, en vaillent réellement la peine, et comment renforcer encore les synergies entre les entreprises, la recherche, les start-up et, surtout, les acteurs financiers – c'est-à-dire la place financière.

Mesdames et Messieurs, j'arrive à la conclusion de mon intervention. Je suis convaincu que : Nous devons nous inquiéter pour notre place financière et pour UBS, notre grande banque suisse. Nous devons nous engager en faveur de l'ouverture et d'un commerce libre et fondé sur des règles et nous opposer courageusement aux tenants du protectionnisme en Suisse et à l'étranger. Nous avons besoin d'une véritable prise de conscience pour renforcer la place économique suisse. Si nous y parvenons, nous disposerons à l'avenir également d'une petite économie ouverte et résiliente. Une économie qui crée de la richesse, pour cette génération, mais aussi et surtout pour les jeunes et les générations futures.

Une économie compétitive n'est pas une fin en soi. Nous voulons une économie forte, car c'est une condition sine qua non pour une Suisse forte. C'est pourquoi, chez economiesuisse, nous nous engageons, avec vous, Mesdames et Messieurs, pour des conditions-cadre optimales.

Cette conviction qu'une économie forte apporte une contribution essentielle à la prospérité de notre pays et de ses habitants a également été le leitmotiv du renouvellement de notre identité visuelle en tant qu'association. Nous lançons cette nouvelle identité visuelle aujourd'hui, à l'occasion de la Journée de l'économie, comme vous pouvez tous le constater.

Je vous remercie chaleureusement de votre attention et me réjouis de pouvoir discuter avec vous.